

2017 : l'élection de tous les paradoxes



Alors que l'année 2016 touche à sa fin, Atlantico propose à ses lecteurs une série de prévisions pour le millésime 2017. Selon Bruno Cautrès, cette année électorale sera marquée par tous les paradoxes qui traversent la vie politique française de nos jours.

Avec Bruno Cautrès

La prévision électorale est un exercice parfois risqué. L'année 2016 s'est terminée par un sérieux rappel à l'ordre pour tous ceux qui commentaient ou analysaient les sondages d'intentions de vote flatteurs dont Alain Juppé avait disposé pendant de longs mois avant la primaire. De manière plus générale, on constate dans les vies politiques contemporaines une modification du rapport des citoyens au vote et aux hommes politiques. L'année 2016 s'est ainsi soldée par la sortie de la vie politique de personnalités qui ont joué les premiers rôles sur une longue période : Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, François Hollande. Les primaires ont accompagné fortement cette tendance qui a également vu Cécile Duflot battue sèchement par les électeurs et sympathisants d'un parti qu'elle a dirigé.

Dans ce contexte et cette ambiance, la présidentielle de 2017 pourrait tout à fait réserver son lot de surprises. On ne fera donc pas ici de prévision électorale ; il paraît à ce jour plus pertinent de souligner quelques paradoxes ou éléments de faiblesse des différents camps politiques dans la perspective de 2017. Ces paradoxes manifesteront leurs effets de manière plus ou moins fortes, se résorberont ou pas selon les candidats, mais ils ont toutes les chances de survivre à l'élection présidentielle et de continuer d'exister après.

L'éclatement de la gauche peut tout d'abord provoquer un "nouveau 21 avril" mais d'un nouveau genre : la non-présence de la gauche au second tour aura été une chronique tellement annoncée qu'elle en a perdu son pouvoir dissuasif sur les électeurs comme sur les candidats. Avertis de ce risque, électeurs et candidats de gauche semblent, pour le moment, pris par l'étrange logique que la défaite est belle car elle permet de se reconstruire et de trancher le nœud gordien sur le rapport de la gauche aux contraintes de l'économie globalisée. Paradoxe des paradoxes, tout se passe comme si la gauche partait divisée, affaiblie et défaitiste alors même que la primaire de la droite lui a "offert" le meilleur candidat de droite pour mobiliser la gauche.

Le candidat de la droite "et du centre", selon l'expression consacrée, semble dominateur tant sa victoire à la primaire a montré que son électorat était prêt pour le combat électorale et fortement mobilisé. François Fillon dispose en effet d'un très solide avantage qui avait profité en son temps à François Hollande : l'effet "catapulte" de la primaire qui met son vainqueur en orbite et crée la dynamique indispensable pour une campagne présidentielle réussie. Mais son écrasante victoire contre Alain Juppé cache elle aussi un paradoxe : il n'existe sans doute pas de majorité sociologique voire politique soutenant fortement la solution libérale telle qu'il l'a présentée. Si l'ancien Premier ministre a voulu se présenter comme s'inspirant de l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, c'est bien l'ancien Premier ministre britannique Margaret Thatcher auquel il s'est d'abord comparé et auquel il sera tôt ou tard associé. Sa première inflexion sur la question de la sécurité sociale en dit long sur la difficulté de la posture de "Dame de fer" qu'il veut ou a

voulu incarner lors de la primaire. Et l'adoption de mesures fortes par référendum ne lui donnerait pas nécessairement cette majorité sociologique sans laquelle les réformes ne passent pas. Si la question des déficits publics est devenue un enjeu nettement plus prioritaire qu'auparavant dans l'opinion, la question des causes et des solutions à ces mêmes déficits ne fait pas l'objet d'un consensus en France.

La candidate du Front national, quant à elle, solidement installée dans des intentions de vote assez stables (malgré un tassement en fin d'année), connaît elle aussi un paradoxe : sa progression en intentions de vote est incontestable, voire impressionnante, dans de nombreuses catégories de la population comme par exemple dans la fonction publique, mais elle est souvent cantonnée aux milieux sociaux qui souffrent le plus de la précarité voire de la pauvreté. Alors que tous les signaux semblent au vert pour sa candidate, le "plafond de verre" du FN ne cesse d'être repoussé plus haut mais il existe toujours néanmoins : les Français ne considèrent toujours pas le FN comme un parti "comme les autres" malgré les succès électoraux d'une "dédiabolisation" souvent plus dans les mots que dans les programmes du FN. De même, alors que l'Europe est en panne et que nous avons connu le Brexit, il n'y a pas en France de demande de l'opinion pour un "Frexit".

Tous ces paradoxes ne sont que les signes que la vie politique française est sous fortes tensions et dynamiques d'éclatement. Ces tensions résultent de multiples causes, mais 2017 montrera que l'une de ces causes pèse plus lourd que toutes les autres : les effets perturbateurs et déstabilisateurs de l'intégration économique de la France dans l'économie globale et internationale. 2017 verra se confirmer que les effets politiques de ce lent et inexorable processus d'intégration sont majeurs sur notre vie politique. Avec Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen, l'élection de 2017 manifesterà bien ces tensions. L'intégration ou la "démarcation" pour reprendre les termes du politiste suisse Hanspeter Kriesi, tel sera l'un des débats forts de la présidentielle : faut-il rentrer de plain-pied dans la mondialisation et tenter d'en proposer une "adaptation française" aux Français, la refuser en restaurant des frontières et des barrières nationales ou la considérer comme une chance pour bousculer une France qui serait figée dans les statuts et les "acquis" des Trente Glorieuses ?

Les divisions internes au PS (Manuel Valls vs Arnaud Montebourg ou Benoît Hamon) et à la droite (par exemple lors de la primaire les alternatives présentées par Nicolas Sarkozy, Alain Juppé et François Fillon) manifestent également le poids de cette "grande transformation". Si la question des frontières et des identités n'élimine pas, loin s'en faut, du tableau les questions de la redistribution, des inégalités et des injustices sociales, elle la concurrence sérieusement dans une vie politique en deux dimensions : à la traditionnelle dimension gauche-droite est venue s'ajouter la question de l'intégration ou du refus de l'intégration dans le monde global. On verra dans quelques mois, lors de la présidentielle, s'exprimer pleinement toutes ces tensions qui divisent, recomposent et perturbent notre vie politique depuis le début des années 1990. L'offre électorale de la présidentielle que l'on pensait reproduire à l'identique celle de 2012 sera davantage renouvelée et manifesterà également qu'un tournant politique majeur est en train de se jouer en France. Le match de 2017 s'annonce en tous les cas comme l'un des plus intéressants à suivre : ultime paradoxe qui voit une France à la fois défiante vis-à-vis des hommes politiques mais très intéressée par les débats des primaires et ayant déjà un intérêt soutenu pour l'élection présidentielle.